

**Annexe 1 du Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) : Pénalités**

**1) Pénalités pour défaut d'exigence qualité :**

Pour chaque exigence qualité ayant fait l'objet de la précision d'un niveau par le marché, en cas de non atteinte du niveau requis, une pénalité est systématiquement appliquée ; ces pénalités ayant pour objet la sanction de la non réalisation d'un niveau sont définies ci-après :

**1.1 Pénalités relatives aux prestations d'initialisation / démarrage du marché (article 8 du CCTP)**

Exigence	Indicateur	Objectif / Niveau	Montant Pénalité € HT	Unité d'application	Modalités de calcul de la pénalité : exemple transmis à titre indicatif :			
					Valeur de l'objectif (tolérance)	Valeur constatée	Ecart observé avec l'objectif	Montant Pénalité
Réunion préparatoire de lancement	Organisation d'une réunion préparatoire de lancement avec l'organisme	Délai à respecter : 15 jours au plus tard à compter de la date de notification du marché	20 €	Par jour de retard	15 jours	16 jours	1	20 €
Réunion d'inspection commune	Organisation d'une réunion d'inspection commune, préalable à l'élaboration du plan de prévention	Délai à respecter : 20 jours au plus tard à compter de la date de notification du marché	20 €	Par jour de retard	20 jours	21 jours	1	20 €
Plan de prévention	Réalisation et remise à l'organisme du plan de prévention	Le plan de prévention doit être remis à l'organisme à la date de la première intervention (Jour J)	50 €	Par jour de retard	Jour J	J + 1 jour	1	50 €
Fiches de poste des agents	Réalisation et remise à l'organisme des fiches de poste des agents	Délai à respecter : dans les 8 jours suivant la date de la première intervention (Jour J)	30 €	Par jour de retard	8 jours	9 jours	1	30 €
Liste nominative du personnel	Transmission à l'organisme de la liste nominative du personnel	Délai à respecter : 30 jours au plus tard à compter de la date de notification du marché	80 €	Par jour de retard	30 jours	31 jours	1	80 €
Liste des horaires du personnel	Transmission à l'organisme de la liste des horaires du personnel	Délai à respecter : 30 jours au plus tard à compter de la date de notification du marché	80 €	Par jour de retard	30 jours	31 jours	1	80 €
Référentiel qualité	Réalisation et remise à l'organisme du référentiel qualité comportant le zonage et les grilles d'évaluation	Délai à respecter : 30 jours au plus tard à compter de la date de notification du marché	80 €	Par jour de retard	30 jours	31 jours	1	80 €
Seuils d'acceptabilités	Définition des seuils d'acceptabilités applicables, d'un commun accord entre l'organisme et le titulaire	Dans les 8 jours suivant la date de la première intervention (Jour J)	80 €	Par jour de retard	8 jours	9 jours	1	80 €
Liste des produits d'entretien utilisés	Transmission à l'organisme de la liste des produits d'entretien utilisés	Délai à respecter : 30 jours au plus tard à compter de la date de notification du marché	80 €	Par jour de retard	30 jours	31 jours	1	80 €
Fiches de données de sécurité (FDS)	Transmission à l'organisme de l'intégralité des fiches de données de sécurité (FDS)	Délai à respecter : 30 jours au plus tard à compter de la date de notification du marché	80 €	Par jour de retard	30 jours	31 jours	1	80 €
Rendre disponible les produits d'entretien	Fourniture et mise en place des produits d'entretien au démarrage du marché	100 % des produits d'entretien doivent être mis en place à la date de la première intervention (Jour J)	100 €	Par jour de retard	Jour J	J + 1 jour	1	100 €
Rendre disponible les matériels et outillages	Fourniture et mise en place des matériels et outillages nécessaires à l'exécution des prestations de nettoyage au démarrage	100 % des matériels et outillages doivent être mis en place à la date de la première intervention (Jour J)	100 €	Par jour de retard	Jour J	J + 1 jour	1	100 €
Rendre disponible les consommables sanitaires	Fourniture et mise en place des consommables sanitaires au démarrage du marché	100 % des consommables sanitaires doivent être mis en place à la date de la première intervention (Jour J)	100 €	Par jour de retard	Jour J	J + 1 jour	1	100 €
Liste des consommables sanitaires fournis	Transmission à l'organisme de la liste des consommables sanitaires fournis, accompagnée des fiches techniques	Délai à respecter : 30 jours au plus tard à compter de la date de notification du marché	80 €	Par jour de retard	30 jours	31 jours	1	80 €

Exigence	Indicateur	Objectif / Niveau	Montant Pénalité € HT	Unité d'application	Modalités de calcul de la pénalité : exemple transmis à titre indicatif :			
					Valeur de l'objectif (tolérance)	Valeur constatée	Ecart observé avec l'objectif	Montant Pénalité
Calendrier de suivi des prestations autres que quotidiennes	Remise à l'organisme du calendrier de suivi des prestations autres que quotidiennes	Délai à respecter : dans les 8 jours suivant la date de la première intervention (Jour J)	80 €	Par jour de retard	8 jours	9 jours	1	80 €
Attestation d'assurances	Transmission à l'organisme de l'attestation d'assurances en cours de validité	Délai à respecter : 15 jours au plus tard à compter de la date de notification du marché	80 €	Par jour de retard	15 jours	16 jours	1	80 €
Reprise du personnel	Reprise du personnel du titulaire sortant concerné par l'obligation de reprise du personnel	100 % des personnels concernés doivent être repris à la date de la première intervention (Jour J)	100 €	Par jour de retard	Jour J	J + 1 jour	1	100 €
Clause sociale	Prise de contact avec le facilitateur désigné à l'article 12 du CCAP, pour la mise en œuvre de la clause sociale imposé par le marché	Délai à respecter : 30 jours au plus tard à compter de la date de notification du marché	80 €	Par jour de retard	30 jours	31 jours	1	80 €

1.2 **Pénalités relatives aux prestations de nettoyage des locaux et des vitres**

Article CCTP	Exigence	Indicateur	Objectif / Niveau	Montant Pénalité € HT	Unité d'application	Modalités de calcul de la pénalité : exemple transmis à titre indicatif :			
						Valeur de l'objectif (tolérance)	Valeur constatée	Ecart observé avec l'objectif	Montant Pénalité
Article 13.4	Cahier de liaison / doléances	Présence en permanence sur site du cahier	Aucun écart toléré	20 €	Par constat d'absence du cahier et par jour	0	1	1	20 €
Article 13.4		Action corrective derrière chaque remarque / doléance de l'organisme inscrite sur le cahier	Chaque action corrective doit être réalisée dans un délai de 24 heures, à compter de la date à laquelle la remarque a été inscrite sur le cahier Les actions correctives réalisées dans un délai supérieur à 24 heures pourront être tolérés par l'organisme sous la condition suivante : le titulaire inscrit sur le cahier les raisons justifiant le dépassement du délai	80 €	Par manquement constaté	0	1	1	80 €
Articles 13.1 à 13.3	Contrôles qualité	Vérification du niveau de la qualité des prestations suites aux contrôles qualité	Application des seuils d'acceptabilité définis d'un commun accord entre l'organisme et le titulaire	20 €	Par point ou % d'écart avec l'objectif	16 points ou 80% (exemple)	15 points ou 79%	1	20 €
		Traitement des non-conformités relevées lors des contrôles qualité	Les actions correctrices doivent être mises en œuvre dans le délai fixé par le référentiel qualité, à compter de la date à laquelle les non-conformités ont été constatées lors d'un contrôle qualité	80 €	Par jour de retard	2 (exemple)	3	1	80 €
Article 13.5	Absences aux réunions programmées	Absence du représentant du titulaire aux réunions programmées	Aucune absence non justifiée (tout retard de plus d'une demi-heure sera considéré comme une absence)	100 €	Par personne et par absence	0	1	1	100 €

Article CCTP	Exigence	Indicateur	Objectif / Niveau	Montant Pénalité € HT	Unité d'application	Modalités de calcul de la pénalité : exemple transmis à titre indicatif :			
						Valeur de l'objectif (tolérance)	Valeur constatée	Ecart observé avec l'objectif	Montant Pénalité
Article 11.3	Consommables sanitaires	Fourniture et mise en place des consommables sanitaires	100% des consommables sanitaires doivent être disponibles en permanence sur site. Aucune rupture de stock / d’approvisionnement n'est tolérée	20 €	Par rupture constatée	0	1	1	20 €
		Mise en place par le titulaire des consommables sanitaires fournis par l'organisme	100% des consommables sanitaires doivent être disponibles en permanence sur site. Aucune rupture de mise en place n'est tolérée	20 €	Par non mise en place constatée	0	1	1	20 €
		Délai de réapprovisionnement / mise en place à la suite d'une rupture ou non mise en place constatée	Délai à respecter : 1 jour au plus tard à compter de la date de rupture / non mise en place constatée	50 €	Par jour de retard	1 jour	2 jours	1	50 €
Article 10	Produits d'entretien	Fourniture des produits d'entretien	100% des produits d'entretien doivent être disponibles en permanence sur site. Aucune rupture de stock / d’approvisionnement n'est tolérée	20 €	Par rupture constatée	0	1	1	20 €
		Délai de réapprovisionnement / mise en place à la suite d'une rupture constatée	Délai à respecter : 1 jours au plus tard à compter de la date de rupture constatée	50 €	Par jour de retard	1 jour	2 jours	1	50 €
Article 14.6	Remplacement du personnel œuvrant absent	Remplacement des absences du personnel de nettoyage	Délai à respecter : délai renseigné par le titulaire dans le cadre de réponse technique du marché, à compter du premier jour d'absence	50 €	Par jour de retard et par personne	1 jour (exemple)	2 jours	1	50 €
Article 15 CCAP	Reprise du personnel	Non-respect des obligations de transmission des documents liés à la reprise du personnel Absence de transmission de la liste et de la masse salariale des personnels à reprendre	Le titulaire doit transmettre à l’organisme dans les 15 jours suivant la demande formulée par l’organisme la liste et la masse salariale des personnels à reprendre	50 €	Par jour de retard	15 jours	16 jours	1	50 €
Article 13.3 Site de Creil	Contrôle programmé contradictoire	Réalisation d'un Contrôle programmé contradictoire avec l’organisme	1 contrôle programmé contradictoire mensuel	50 €	Par nombre d'écart avec l'objectif	1	0	1	50 €
Tous les autres sites Article 13.3	Contrôle programmé contradictoire	Réalisation d'un Contrôle programmé contradictoire avec l’organisme	Mensuel, trimestriel ou semestriel, à la libre appréciation de l'organisme	50 €	Par nombre d'écart avec l'objectif	1 trimestriel (exemple)	0	1	50 €
Article 13.2 Site de Creil	Vérification journalière à la charge du titulaire	Le titulaire doit une obligation quotidienne de contrôle de ses prestations	1 contrôle quotidien tiré au sort Les contrôles sont obligatoirement réalisés par une personne n’ayant pas fait la prestation	20 €	Par nombre d'écart avec l'objectif	1	0	1	20 €
		Nombre de contrôles hebdomadaires dans des zones demandées par l'organisme et réalisés par le titulaire	1 contrôle hebdomadaire dans une zone choisie et désignée par l'organisme (contrôle obligatoirement réalisé par une personne n’ayant pas fait la prestation)	25 €	Par nombre d'écart avec l'objectif	1	0	1	25 €

2) Autres pénalités applicables :

Article(s) du CCTP	Nature de la pénalité	Unité	Montant € HT
Article 14.5.3	Passage sur site de l'équipe encadrante (responsable et inspecteur) non renseigné sur le cahier de liaison et aucune traçabilité : impossible de prouver le passage sur site	Par manquement	20
Article 15.3.4	Absence de port d'une tenue de travail, absence de port des équipements de protection individuels EPI	Par manquement	50
Articles 15 ; 17	Non-respect ou non application des consignes de sécurité de l'organisme et des consignes de sécurité particulières établies par le plan de prévention	Par manquement	50
Article 15.3.2	Mise à jour annuelle du plan de prévention non réalisée par le titulaire	Par manquement	50
Article 14.6	Intervention de personnel dépourvu d'habilitation conforme à la réglementation (par exemples : habilitation électrique, habilitation CACES etc.)	Par manquement	50
Article 15.1.2	Perte d'un moyen d'accès (clé ou badge)	Par moyen d'accès perdu	50
Article 15.1.2	Non restitution d'un moyen d'accès en fin de marché (clé ou badge)	Par moyen d'accès non restitué	50
Article 15.3.1	Introduction par le titulaire d'un tiers non autorisé dans les locaux de l'organisme	Par cas constaté	500
Article a.15.3.1	Utilisation d'un équipement ou matériel hors d'usage, usagé ou défectueux susceptible de provoquer des dégradations	Par manquement	50
Article 12.4	Vidange des déchets liquides (eaux résultant des opérations de lavage) en des lieux non autorisés	Par manquement	50
Article 14.6	Mise à jour ou modification de la liste nominative du personnel intervenant non communiquée à l'organisme par le titulaire	Par manquement	50
Article 14.4 et annexe spécificités des sites	Mise à jour ou modification des horaires du personnel intervenant non communiquée à l'organisme par le titulaire ou sans accord de l'organisme	Par manquement	50
Article 14.6	Mise à jour ou modification des fiches de poste des agents non communiquée à l'organisme par le titulaire	Par manquement	50
Annexe 2 CCTP	Non-respect par le titulaire de la plage horaire d'intervention définie au marché	Par manquement	50
Article 13.1	Non-disponibilité sur site du zonage et des grilles d'évaluation pour la réalisation des contrôles	Par manquement	50
Article 14.1	Non-respect par le titulaire du calendrier de suivi des prestations (un écart de plus ou moins 1 semaine sera toléré)	Par manquement	50
Article 14.1	Mise à jour ou modification du calendrier de suivi des prestations non communiquée à l'organisme par le titulaire	Par manquement	50
Article 13.1	Modification unilatérale du référentiel qualité par le titulaire, sans accord de l'organisme	Par manquement	50
Article 13.1	Non-respect par le titulaire du référentiel qualité	Par manquement	50
Article 10	Mise à jour ou modification de la liste des produits d'entretien utilisés non communiquée à l'organisme par le titulaire	Par manquement	50
Article 10	Utilisation par le titulaire d'un produit d'entretien ne figurant pas sur la liste communiquée à l'organisme par le titulaire au démarrage du marché	Par manquement	50
Article 10	Mise à jour ou modification des fiches de données de sécurité (FDS) non communiquée à l'organisme par le titulaire	Par manquement	50
Article 10	Non-communication à l'organisme d'une fiche de données de sécurité (FDS) d'un produit d'entretien utilisé par le titulaire	Par FDS manquante	50
Article 11.4	Mise à jour ou modification de la liste des consommables sanitaires fournis non communiquée à l'organisme par le titulaire	Par manquement	50

Article(s) du CCTP	Nature de la pénalité	Unité	Montant € HT
Article 11.4	Fourniture par le titulaire d'un consommable sanitaire ne figurant pas sur la liste communiquée à l'organisme par le titulaire au démarrage du marché	Par manquement	50
Articles 6 ; 14.6	Non-respect des engagements ou moyens minimaux pris par le titulaire dans le cadre de réponse technique du marché	Par manquement	50
Article 12.3	Pour les sites concernés : défaut de déplacement des bacs conteneurs poubelles du lieu de stockage jusqu'au point d'enlèvement sur la voie publique	Par manquement	50
Article 12.3	Pour les sites concernés : défaut de rangement des bacs conteneurs poubelles dans leurs lieux de stockages après le ramassage des déchets	Par manquement	50
Article 15.2.3	Rangement de matériels et produits du titulaire en dehors des locaux de stockage mis à disposition	Par manquement	50
Article 14 CCAP	Non-transmission par le titulaire de son attestation d'assurances en cours d'exécution du marché, après demande de l'organisme ou en cas de modification des conditions de la police d'assurance	Par manquement	50
Article 14.3	Matériel et outillage propriété du titulaire non récupéré par le titulaire à l'issue du marché	Par manquement	50
Article 18.2	Bon d'intervention non établi par le titulaire ou non communiqué à l'organisme à l'issue de la réalisation d'une prestation ayant fait l'objet d'un bon de commande par l'organisme	Par manquement	50
Article 18	Prestation de nettoyage exceptionnelle ponctuelle à la demande non réalisée dans le délai d'exécution fixé sur le bon de commande	Par manquement	50

- 3) **Pénalités – non-respect de la clause environnementale (article 7 du CCTP) :**
- En cas de non-respect des conditions d’exécution de la clause environnementale imputable au titulaire, celui-ci subira une pénalité égale à 20 euros HT par cas constaté.
- En cas d’absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l’exécution de la clause environnementale, le titulaire subira une pénalité après mise en demeure de l'organisme, assortie d'un délai d'exécution, adressée au titulaire et restée sans effet. La pénalité est égale à 20 euros HT par jour de retard à compter de l’expiration du délai fixé par l’organisme.
- 4) **Pénalités – non-respect de la clause sociale (article 12 du CCAP) :**
- En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d’heures d’insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité égale au nombre d’heures prévu par le marché et non réalisé. La somme forfaitaire de 60 euros HT s’appliquera par heure d’insertion non réalisée à l'issue du marché.
- En cas de retard ou de non transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l’exécution des actions d’insertion, le titulaire subira une pénalité après mise en demeure de l'organisme, assortie d'un délai d'exécution, adressée au titulaire et restée sans effet. La pénalité est égale à 50 euros HT par jour de retard à compter de l’expiration du délai fixé par l’organisme.
- 5) **Autres sanctions applicables :**
- Si elles n'entraînent pas l'application de pénalités, le non-respect par le titulaire des exigences définies ci-après suspend le délai de paiement des factures concernées.

Sites concernés	Exigence	Indicateur	Objectif / Niveau	Sanction applicable
Tous les sites	Tableau synthétique de suivi des prestations d'initialisation / démarrage du marché	Le titulaire doit la fourniture mensuelle à l'organisme d'un tableau synthétique de suivi des prestations d'initialisation / démarrage du marché	Fourniture une seule fois au début du marché, au plus tard à la date à laquelle l'organisme réceptionne la facture correspondante	Suspension du délai de paiement des factures concernées
Site de Creil	Tableau synthétique mensuel de suivi et d'attestation des services faits	Le titulaire doit la fourniture mensuelle à l'organisme d'un tableau synthétique mensuel de suivi et d'attestation des services faits	Fourniture mensuelle à l'organisme, au plus tard à la date à laquelle l'organisme réceptionne la facture correspondante	Suspension du délai de paiement des factures concernées